



Solidarité avec les journalistes agressés, justice pour Nahel

Plusieurs journalistes agressés dans l'exercice de leur mission en moins d'une semaine. Les locaux de France 3 Pays de la Loire incendiés ([lire](#) le communiqué de la CGT France Télévisions). Les véhicules de plusieurs médias vandalisés, voire brûlés. A Besançon, l'attaque de deux journalistes de Radio Bip / Média 25 à coups de barre de fer qui aurait pu se terminer tragiquement.

Depuis le début des révoltes, les violences contre nos confrères et consœurs se multiplient. Le SNJ-CGT leur exprime sa solidarité et se mobilisera à leurs côtés. Notre syndicat rappelle aux employeurs leur obligation d'assurer au sein des rédactions la sécurité de leurs salariés et la prise en charge médicale de celles et ceux blessés sur le terrain. Les autrices et auteurs de ces violences doivent assumer leurs responsabilités individuelles. Mais la responsabilité des violences qui émaillent le pays et ciblent parfois les journalistes va bien au-delà.

Le meurtre du jeune Nahel, abattu à bout portant par un policier, n'est pas un incident isolé et s'inscrit dans une longue dérive de l'institution policière. Entre 1977 et 2022, comme le démontre Bastamag, 861 personnes ont trouvé la mort des mains de la police. En un an et demi, seize personnes ont été tuées pour un refus d'obtempérer.

La colère, légitime, qui s'exprime parfois violemment dans les rues, est la conséquence de plus de quarante ans de répression des quartiers populaires et de pratiques policières racistes, largement documentées et régulièrement dénoncées par les ONG et les organisations internationales comme l'ONU. Cette dernière souligne, en France, « un profond problème de racisme et de discrimination parmi les forces de l'ordre ». La révolte trouve aussi son origine dans des décennies de politique de casse sociale, relayées par Emmanuel Macron depuis 2017. Elle s'inscrit dans un contexte de répression, ciblant les mouvements sociaux et les journalistes qui les couvrent.

Dans les suites judiciaires données à la mort de Nahel, où en serait-on aujourd'hui si les vidéos qui ont tourné sur les réseaux sociaux n'existaient pas ? Lorsque la police commet des violences, le pouvoir communique et certains médias suivent. Le traitement éditorial dominant explique en partie la défiance d'une partie des citoyens à l'égard des journalistes. Il est pour partie le reflet des biais racistes de notre profession, dénoncés par l'Association des journalistes antiracistes et racisé.e.s ([lire](#) la tribune) et ajoute à la confusion tout en mettant en danger les journalistes.

C'est ce qui se passe quand un éditorialiste appelle, dans *Le Républicain Lorrain*, *l'Est Républicain* et *Vosges Matin*, à « mettre hors d'état de nuire » les « casseurs ». C'est ce qui se passe quand une plume des *Echos* théorise que « taper du flic » serait un sport pour la jeunesse révoltée. Et si la responsabilité est à chercher du côté des directions éditoriales et de celles et ceux qui déterminent les conditions de production de l'information, quand la majorité des rédactions pose problème, alors au regard du public, la majorité des journalistes font partie du problème.

Criminalisation des auteurs, création de contre-feux, stigmatisation des personnes non-blanches et des habitants des quartiers populaires, invisibilisation du racisme. Depuis plusieurs jours, le gouvernement et certains syndicats policiers - parlant de « guerre » contre les « nuisibles » - opèrent une contre-offensive médiatique.

Dans ce contexte, nous invitons nos consœurs et confrères à se montrer encore plus rigoureux qu'à l'accoutumée, comme le font habituellement certaines rédactions. C'est en allant sur le terrain, en enquêtant, en mettant en perspective, en récoltant des témoignages - plutôt qu'en misant sur des éditorialistes déconnectés et le bâtonnage des dépêches - que la presse comblera le fossé qui s'est creusé entre elle et le reste de la population.

Justice pour Nahel. Solidarité avec les journalistes victimes de violences. Soutien à nos confrères et consœurs qui, dans leurs rédactions, se battent quotidiennement pour un traitement juste d'une actualité hors norme. Le gouvernement doit au plus vite créer les conditions de l'apaisement ([lire](#) le communiqué de la CGT), notamment en s'attaquant frontalement au racisme qui gangrène les forces de l'ordre.

Montreuil, le 3 juillet 2023.